

L'Europe hausse le ton pour protéger l'état de droit en Roumanie

Union européenne Viorica Dancila a dû rendre des comptes aux eurodéputés.

Véronique Leblanc
Correspondante à Strasbourg

La meilleure défense est l'attaque, dit-on. C'est sans doute l'avis de la Première ministre social-démocrate roumaine, Viorica Dancila, invitée à justifier devant le Parlement européen les – controversés – projets de réformes du système judiciaire (lire ci-dessous). Programmé ce mercredi matin, le débat a été houleux et, dès l'entame, il était clair que la dame était là pour en découdre.

Cœur de cible : le mécanisme de coopération et de vérification (MCV) mis en place par la Commission européenne dès l'adhésion de la Roumanie en 2007, pour y contrôler les réformes du judiciaire et les efforts dans la lutte contre la corruption. Ce MCV a "loupé le coche", a déclaré Viorica Dancila qui reproche aux rédacteurs du dernier rapport d'avoir "occulté" des "protocoles", "secrets" et illégaux selon les sociaux-démocrates, conclus entre le parquet anticorruption et les services secrets, qui auraient abouti à des mises sur écoute et des condamnations injustifiées. La mise en cause de la Roumanie repose donc sur de "fausses informations", a déclaré M^{me} Dancila, qui a défendu les réformes judiciaires de son Parti social-démocrate (PSD) en insistant qu'elles ont été faites "pour les citoyens roumains et pas pour la Commission européenne".

"Un sentiment de déjà-vu"

Ce discours n'a pas ébranlé la détermination de Frans Timmermans, vice-président socialiste de la Commission européenne, en charge des Droits fondamentaux, qui a partagé son "sentiment de déjà-vu". "Lorsque l'on critique un État

membre", le pouvoir en place crie au "deux poids deux mesures" et présente ces remarques comme "une attaque contre un peuple", a observé le Néerlandais. À ces arguments brandis par le gouvernement roumain – comme ils l'avaient été par les autorités polonaises et hongroises –, il a donc opposé "une analyse critique menée par la Commission à chaque fois de la même façon et intégrant le fait que chaque situation est particulière". Avec pour objectif, un bilan objectif dressé "pour les peuples et pas contre eux".

"Si les lois roumaines [proposées par le PSD] sont adoptées sans modifications, a-

t-il annoncé, la Commission utilisera tous les moyens à sa disposition. Si elle doit être brutale dans ses recommandations, elle le sera. Et si nous devons utiliser d'autres instruments à notre disposition, nous le ferons." Une allusion à la procédure dite de l'article 7, qui peut à terme priver de son droit de vote un État membre violant les valeurs de l'Union, et qui a déjà été déclenchée à l'encontre de la Pologne et de la Hongrie. "Ne suivez pas leur mauvais exemple", a alors lancé le Belge Guy Verhofstadt, de l'Alliance des libéraux et démocrates européens, à Viorica Dancila.

La Première ministre a conclu le débat en appelant "à un dialogue constructif". Elle a aussi promis de "tenir compte" des recommandations du groupe d'experts en droit constitutionnel de la Commission de Venise. L'avis de cet organe consultatif tombera en octobre et le Parlement européen pourra donc s'y référer dans sa résolution sur l'État de droit en Roumanie, dont le vote est prévu lors de la plénière de novembre.

En novembre également, la Commission publiera ses propres recommandations sur les législations controversées. Frans Timmermans a d'ores et déjà assuré qu'il serait "très méticuleux" dans les questions qu'il posera au gouvernement roumain.

"Si la commission doit être brutale dans ses recommandations, elle le sera."

Frans Timmermans
Vice-président socialiste de la Commission européenne, en charge des Droits fondamentaux.

Les socialistes européens balaient devant leur porte

La démocratie et l'état de droit sont au centre de notre politique. C'est ir-réfragable. Ce sont des principes universels qui valent pour tous les États membres, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest, quel que soit le gouvernement au pouvoir", a insisté Josef Weidenholzer, vice-président du groupe des socialistes et démocrates au Parlement européen (S&D), lors d'un débat sur l'état de droit en Roumanie. La gauche au pouvoir à Bucarest a beau faire partie de la famille, ses dérives ne seront pas tolérées par le S&D. Appelée à expliquer les réformes controversées de la justice et du Code pénal poussées par son Parti social-démocrate (PSD), la Première ministre roumaine Viorica Dancila n'a pas donc pu compter sur le soutien de son propre groupe, si ce n'est celui de ses compatriotes.

Au contraire. Le S&D a pris l'initiative, demandant, tout comme les Verts, de mettre la Roumanie à l'agenda de la plénière du Parlement européen, à Strasbourg. Lors d'une réunion du S&D la semaine dernière, M^{me} Dancila avait déjà reçu une pluie de critiques. "C'est un sujet très sensible. La discussion a été très franche, plus que franche même", selon une source du groupe. "On lui a dit que ce qu'on voit en Roumanie, ce ne sont pas nos valeurs." En fonction du diagnostic que la Commission de Venise du Conseil de l'Europe dressera mi-octobre, le groupe se tient prêt à entamer ou soutenir des mesures pour faire rentrer Bucarest dans le rang.

Un retour en arrière

C'est que le gouvernement roumain marche, doucement mais sûrement, dans les pas illibéraux du Hongrois Viktor Orbán. Depuis leur arrivée au pouvoir, les populistes du PSD, qui n'a plus de gauche que le

nom, ont multiplié les réformes menaçant l'indépendance des magistrats ou visant à tailler un Code pénal sur mesure pour ses membres poursuivis par la justice. Ces modifications, si elles venaient à être appliquées dans leur ensemble, marqueraient une "régression dans la lutte anticorruption", selon le premier vice-président de la commission en charge des Droits fondamentaux, Frans Timmermans, lui-même social-démocrate.

En juillet, Laura Kodruta Covesi, cheffe du parquet anticorruption, cauchemar des politiciens corrompus et épouvantail du PSD, a été limogée. Cette énième provocation a poussé, à nouveau, plusieurs dizaines de milliers de citoyens dans la rue, dispersés ensuite avec des gaz lacrymogènes et des canons à eau par les forces de l'ordre. "L'usage de la violence n'est jamais la bonne solution en politique, encore moins dans une Union basée sur l'état de droit", a rappelé M. Timmermans, lundi.

"C'est ça, la gauche?"

Le PSD semble également peu en phase avec les valeurs progressistes des socialistes européens. En effet, les Roumains sont appelés à se prononcer samedi et dimanche sur une initiative visant à définir, dans la Constitution, le mariage comme l'union "entre un homme et une femme", dans le but de prévenir toute éventuelle légalisation des mariages homosexuels. Devant les euro-députés du S&D, Viorica Dancila a assuré la semaine dernière que son parti n'allait pas s'impliquer dans la campagne aux teintes homophobes développée autour de ce référendum. "Le PSD

ne fera pas campagne. Il ne fera pas campagne", a-t-elle martelé.

Ce alors, que trois jours plus tard, Liviu Dragnea, chef du PSD et vrai maître de la politique roumaine, affirmait trois fois à la télévision qu'il allait voter "oui" à ce référendum. Et d'ajouter, insidieusement: "Beaucoup de citoyens craignent qu'en Roumanie, on légalise le mariage entre un homme et un animal, comme dans d'autres pays", pourtant inexistant.

Ce discours a de quoi horripiler les socialistes européens, qui se veulent à l'avant-garde de la défense des minorités sexuelles. "C'est ça la gauche?", s'est indignée sur Twitter la socialiste espagnole Ana Gomes pointant l'attitude du PSD. "Je crois aux valeurs familiales. Je suis un époux, un père, j'ai quatre enfants, mais je ne veux pas que les valeurs familiales soient utilisées comme une arme pour justifier l'homophobie", a aussi déclaré M. Timmermans lundi.

Le fait est que le S&D, qui n'a eu de cesse de dénoncer la mansuétude dont a longtemps fait preuve le Parti populaire européen envers Viktor Orbán, ne pouvait se montrer clément avec son propre enfant terrible. "Nous devons avoir le même degré d'exigence à l'égard des nôtres", explique la socialiste française Sylvie Guillaume, vice-présidente du Parlement. Elections européennes obligent. "Celles-ci se joueront sur la question de la démocratie et des droits de l'homme", prédit la Slovène Tanja Fajon.

Maria Udrescu

La gauche populiste roumaine n'a pas pu compter sur le soutien de sa famille européenne.